

Article

« L'Europe et la question Allemande »

François-Georges Dreyfus

Études internationales, vol. 21, n° 4, 1990, p. 791-805.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702748ar>

DOI: 10.7202/702748ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'Europe et la question allemande

François-Georges DREYFUS*

Il y a un peu plus de 50 ans, Friedrich-Wilhelm Foerster publiait un livre qui demeure plein d'actualité, *Europa und die deutsche Frage*. Ses réflexions méritent encore la lecture même si le livre traduit en Français en 1938, réédité en 1947 par Plon, est bien oublié. Mais qui dans le monde francophone a réellement réfléchi sur l'Allemagne et ses problèmes en intégrant dans des études contemporaines une vision de l'histoire du monde germanique? Il est significatif que depuis 1940 il n'y a eu, écrit par un Français, qu'une seule histoire de l'Allemagne¹ allant des origines à nos jours, replaçant l'Allemagne d'aujourd'hui dans sa continuité depuis les Celtes et les Germains. Tout cela explique sans doute largement notre méconnaissance du monde allemand.

I - La naissance du nationalisme allemand

Un Français a bien du mal à imaginer qu'un État aussi puissant que l'actuelle Allemagne n'existe que depuis... 120 ans. L'Allemagne unie, le Reich, est née à Versailles le 18 janvier 1871. Jusqu'alors l'Allemagne n'était qu'une «expression géographique».

Depuis le traité de Verdun, la *Francia orientalis* après avoir intégré la Lotharingie, devient le Saint Empire romain de la nation germanique, constellation de centaines de fiefs indépendants les uns des autres où s'entredéchirent et dominant tour à tour Saxe, Souabe, Bavière, Bohême, Autriche, Brandebourg. En 1789, il y a près de 380 principautés parmi lesquelles le Duché d'Autriche, les Royaumes de Prusse et de Bohême, les électors de Saxe et depuis le XVIII^{ème} siècle ceux de Bavière et de Hanovre jouent un rôle particulier.

Certes il y a une langue commune, l'Allemand. Mais les différences dialectales entre les régions sont loin d'être négligeables et vont perdurer jusqu'à l'orée du XX^{ème} siècle. À la fin du Moyen Âge, on distingue clairement le Francique (althochdeutsch), l'alémanique (mittelhochdeutsch), le saxon (neuhochdeutsch), le bavarois... ; les distinctions entre ces diverses langues sont telles que jusqu'au début du XVI^{ème} siècle la langue savante dominante est... le Latin et du milieu du XVII^{ème} jusqu'au milieu du XVIII^{ème}... le Français ;

* Directeur de l'Institut des Hautes Études Européennes de l'Université R. Schuman, Strasbourg.

1. À l'exception du petit *Que sais-je?* excellent de Jacques Droz et si on laisse de côté les très superficielles études de Pierre Gaxotte ou d'André Maurois en attendant la réédition en 1991 chez Perrin de notre *Histoire d'Allemagne*.

l'essentiel des œuvres de Leibniz est en latin et à l'Académie royale de Prusse jusqu'à Iéna (1806) c'est en Français que l'on s'exprime : il n'y a rien d'étonnant à ce que l'œuvre du roi de Prusse Frédéric II soit écrite en Français.

Il faudra attendre la fondation de l'Université de Halle par les piétistes au début du XVIII^{ème} siècle pour qu'il y ait une Université... où l'on enseigne en Allemand. Et cela laisse songeur sur la place que les pangermanistes du XIX^{ème} siècle ont accordée à la langue dans leur vision de la nation.

Certes il y a une culture allemande, c'est au moins ce que l'on dit généralement. Pourtant Werner König dans son *Atlas zur deutschen Sprach* (DTV, Munich, 1978) parle de «geographisch-politisch-kulturelle Zentren» différents à l'intérieur des zones de langue allemande jusqu'au XV^{ème} siècle. Au XVI^{ème} siècle naît une langue allemande qui va être peu à peu adoptée par les populations de l'Allemagne géographique, c'est le *Hochdeutsch* de Luther, la langue qu'il utilise pour traduire la Bible. Mais c'est la langue d'un hérétique, et la culture qui accompagne cette langue est une culture d'abord évangélique. Quoi qu'on ait dit, quoi qu'on ait pu penser, jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, il y a plusieurs langues allemandes, le *hochdeutsch*, le *mitteldeutsch*, le *plattdeutsch* qu'utilise encore en 1965 70 % des hommes et 65 % des femmes en Schleswig-Holstein. Dans l'ensemble de la RFA selon un sondage d>Allensbach de 1966, 57 % des Allemands utilisent un dialecte ou un patois.

Régions	Régulièrement	Un peu	Non
Allemagne du Nord	46	13	41
Rhénanie – Westphalie	46	14	40
Rhénanie et Sud-Ouest	67	11	22
Bavière	71	10	19

Source : W. KONIG, *op. cit.*, p. 134.

Mais si l'Allemagne c'est la réunion de toutes les régions d'Europe qui utilisent l'Allemand, le *Hochdeutsch*, comme langue officielle ou savante, l'espace allemand s'étend fort loin : outre l'Allemagne proprement dite dans ses frontières de 1937, le monde allemand intègre la Suisse alémanique et l'Autriche ; il comporte d'importantes minorités en Pologne (15 % de la population), en Tchécoslovaquie (20 % de la population), en Hongrie (10 % de la population), en Roumanie, mais aussi en URSS (République autonome des Allemands de la Volga) et en Amérique latine (Bolivie, Brésil, Chili).

Naturellement ce n'est ni une langue ni une culture qui font une nation : et cela explique que pendant de longs siècles les Allemands n'aient pas cherché réellement à fonder un État : certes il y eut les tentatives des Stauffen, puis celle de Charles IV, celle de Maximilien, celle des Habsbourg

au moment de la guerre de Trente ans : toutes échouèrent. Au début du XVI^{ème} siècle même, où «des Allemands... se savaient membres d'un peuple..., la nation allemande n'avait pas de frontières naturelles. Elle n'avait pas non plus de cadre politique».² Et on peut se demander vraiment si on peut parler d'un sentiment national.

Il ne se forge vraiment qu'au XVIII^{ème} siècle, un contact de la France, mais non point contre elle : le Royaume très chrétien sert de modèle. Et les Huguenots installés dans l'Électorat de Brandebourg vont contribuer à diffuser la notion d'État et le sentiment national débute son essor.

Le sentiment national allemand va être favorisé par deux facteurs, le piétisme et la Révolution française. Le piétisme, forme de piété individuelle et individualiste largement influencée par la pensée calvinienne, va développer la glorification de l'individu mais aussi de la communauté des individus et contribuer à la naissance d'un nationalisme allemand comme le soulignait dès 1934, K.S. Pinson.³ C'est dans le cadre du «Sturm und Drang» que se développe un véritable sens de la patrie allemande avec Justus Moser, *Pater patriae* comme le surnomment ses contemporains, Klopstock, et un peu plus tard Schiller et Kleist.

Mais c'est sans doute la Révolution française qui va exalter le patriotisme et le nationalisme allemand. C'est elle qui met en avant l'impératif national et invite les peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais, plus que les discours révolutionnaires dont l'impact sera faible, la présence de troupes françaises au-delà du Rhin développe dans l'Allemagne, au-delà du Rhin, un sentiment national qu'exacerbent les défaites de la Prusse comme les exactions des troupes françaises. Dès lors, les dernières guerres de l'époque napoléonienne apparaissent comme des guerres de libération et vers 1810 naît un réel sentiment national allemand qui sera déçu par les traités de Vienne de 1815 et qui va dominer toute la pensée politique allemande de 1815 à 1871.

Tout cela va favoriser la constitution d'une confédération allemande : mais sa construction va durer... 56 ans de 1815 à 1871 avec des péripéties économiques et politiques qui, à plusieurs reprises, feront trembler l'Europe. À côté de la pacifique union douanière qu'est le Zollverein (qui se met en place pour l'essentiel de 1818 à 1854), il y a en effet la crise révolutionnaire de 1848-49, le conflit austro-prussien entre 1864 et 1866 et la guerre franco-allemande de 1870-71.

Mais voir dans le nationalisme allemand une retombée de la seule révolution française serait une vue inexacte des choses. En effet, l'idéologie des mouvements de nationalité allait à l'encontre même de celle de la Révolution

2. F. RAPP, *Les origines médiévales de l'Allemagne*, Paris, Aubier, 1990, p. 325.

3. K.S. PINSON, *Pietism as a Factor of the Rise of German Nationalism*, New York - 1934 - Sur tout ceci cf. F.G. DREYFUS, «Les piétismes protestants et leur influence sur la notion de Personne» dans *Problèmes de la Personne*, Colloque CNRS, Ed. du CNRS, 1971.

française. On s'enthousiasmait, par exemple, pour l'agitation que menait en Allemagne la *Burschenschaft*, on y voyait un soulèvement contre l'ordre dynastique. C'était exact, mais ce combat s'accomplissait au nom d'une mystique du *Volk*, qui allait justement à l'encontre de ce qui était, au moins à certains égards, l'aspect rationaliste et universaliste de la Révolution française.

Dès cette époque en effet l'idée nationale possède en apparence, un élément étranger, en principe, à la pensée contre-révolutionnaire, l'appel à l'action populaire, appel qui peut conduire à l'insurrection contre le pouvoir. Le fondement de l'État n'est plus la légitimité dynastique, c'est la communauté populaire. Voilà qui au premier abord nous met très près de la Révolution française, mais qui nous en éloigne considérablement. Les mots certes se ressemblent : il est ici aussi abondamment question de *Nation*, plus encore de *Volk*. Et pourtant leur signification a été altérée, au point qu'ils seraient devenus incompréhensibles pour les hommes de 1789. C'est l'ensemble de ceux qu'unit une même façon d'être, de vivre, de sentir, de penser, ce qui s'exprime non par un acte de libre volonté, mais par une solidarité organiquement, quasi biologiquement vécue. Bref, le mouvement des nationalités est une étrange synthèse des idées de la révolution et de celles de la contre-révolution, et cette situation explique et les ferveurs populaires qu'il peut susciter et les fins réactionnaires qu'il peut servir.

Quels sont les milieux qui animent ces mouvements ? Ils sont faits assurément d'hommes en qui l'ordre caractéristique des vieux États dynastiques suscite malaise et ressentiment. Contre lui, ils se disent volontiers libéraux, voire démocrates, recherchent un fondement nouveau au pouvoir politique, se réclament de la volonté du peuple, et sont même prêts à mobiliser les énergies populaires. Et pourtant, tout prompts qu'ils soient à s'identifier avec le peuple, ils ne sont pas le peuple pour autant. Ils constituent des couches sociales, descendantes ou montantes, mais elles aussi étroitement minoritaires, des sous-privilegiés, dont le statut social et politique n'est pas à la mesure de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes : de petits aristocrates ruinés, des officiers et des fonctionnaires subalternes, des représentants de nouvelles forces bourgeoises, là où cette bourgeoisie n'est pas encore assurée d'elle-même, où l'État n'est pas son fait.

C'est dans ces milieux-là que se pose au premier chef un problème de générations, qu'être jeune prend une valeur idéologique : on veut être autre chose que ce qu'ont été les parents, on veut se définir contre eux, sortir de l'horizon confiné et incertain où s'est déroulée leur existence. Aussi, plus que toute autre, une institution joue en tout cela et ce quasiment partout, un rôle singulier : l'université c'est particulièrement vrai en Allemagne où, quoi qu'on ait dit, l'université a été politiquement engagée : à côté de la diffusion du savoir, l'université est engagée avant 1848 dans le combat pour l'Allemagne, l'État et la liberté. Après 1871 et jusqu'en 1945 elle combat pour le Reich.

Or c'est à l'Université allemande que se forment les cadres des États puis du Reich et elle devient de ce fait un lieu de rencontre et de formation où se retrouvent, à côté des fils de hauts fonctionnaires ou même d'aristocrates, une foule de fils de moyens et petits fonctionnaires, d'intendants des domaines princiers, de commerçants, de fournisseurs des petites cours, de pasteurs de village. Ils se sentent toute autre chose que le peuple, et pourtant l'ordre, tel qu'il est, au moins jusqu'en 1871, leur assure un avenir médiocre et mal assuré : les grands postes de l'État, les conseils privés des princes, les commandements militaires, tout ce qui donne l'impression d'être au rang des acteurs de l'histoire ne leur est pas réservé. Aussi sont-ils en révolte contre les conceptions traditionnelles de la légitimité, veulent-ils créer un ordre politique qui soit à la mesure de l'image qu'ils se font de leur avenir et de leur rôle. Mais d'autre part, ils se réclament d'une conception autoritaire du pouvoir, ils prétendent organiser et encadrer ces mêmes masses qu'ils se risquent à mettre en branle. C'est dans ces milieux-là que se recrutent les corporations estudiantines, les associations de gymnastique et de chants choraux, et bientôt les mouvements de jeunesse. Il est vrai que toutes ces tendances se développent dans un esprit profondément romantique.

Le romantisme allemand n'est pas seulement un grand mouvement littéraire ou artistique mais il est aussi un caractère fondamental de l'idéologie politique allemande : à cet égard, l'ouvrage de Mme de Stael, *De l'Allemagne*, demeure un extraordinaire témoignage. Les romantiques allemands, les frères Schlegel, Tieck, Novalis, Herder, Schelling ou Schleiermacher ne sont pas seulement de grands écrivains ; leur œuvre a une imprégnation politique plus ou moins diffuse qui touche des milliers de lecteurs sans doute pas dans le monde rural ou dans le prolétariat mais dans tout le reste d'une population qui sait lire, elle, puisque l'enseignement primaire y est obligatoire depuis déjà au moins un demi-siècle. Et par cette littérature pénètre dans la masse une vision nouvelle, celle de la *Volksgemeinschaft*, la communauté du peuple. Tout ceci est très sensible à travers les *Contes* de Grimm.

Or les *Contes* de Grimm ne sont pas innocents. Ils glorifient la civilisation rurale, la famille, la foi en Dieu, et si les pauvres sont présentés de manière favorable, les classes moyennes (les marchands et les médecins) sont dépeints en soulignant leurs défauts. Et les *Contes* sont antisémites. On exalte l'obéissance, la discipline, le respect de l'autorité, le militarisme, la méfiance pour ne pas dire le mépris de l'étranger, plus encore du Juif qui exploite le travail des autres. On y met en avant l'amour du sol (Boden) de la patrie allemande. En un mot les *Contes* cherchent à développer le sentiment national dans une idéologie fondée sur le respect de l'autorité, le courage physique et l'esprit militaire, l'acceptation de la violence, voire de la cruauté.

II - La Prusse et le nationalisme allemand (1848-1914)

Peu à peu au long de ces années du Vormärz, le poids de la Prusse dans le monde allemand s'accroît. Le poids économique, grâce au Zollverein, le poids libéral aussi qui continue de contester l'ancien régime. Mais au fil des ans, le fossé se creuse entre ceux qui prônent une révolution républicaine, démocratique et laïque et ceux qui, dans les classes moyennes veulent surtout participer à un pouvoir garanti par une constitution qui mettra fin à l'arbitraire policier.

Or c'est en Prusse rhénane que se développe cette bourgeoisie libérale hostile au désordre, méfiante à l'égard d'une république fondée sur la souveraineté populaire. Ses chefs, banquiers ou industriels, comme Camphausen, Hansemann, Mevissen, réclament la transformation de la Prusse en un État constitutionnel et voit dans l'unification des sources nouvelles d'influence et de profit : l'unification du marché intérieur, de la législation, de la monnaie, ne manquera pas d'accélérer la croissance économique.

La bourgeoisie de la Prusse rhénane rejoint ici les intellectuels patriotes qui ont pour idéal le développement de la grandeur de l'Allemagne et qui sont profondément convaincus que l'unité permettra à la nation germanique de réaliser sa mission historique. Mais il faut transformer la Prusse et faire d'elle un État qui puisse attirer l'autre bourgeoisie libérale, celle de l'Allemagne du Sud comme celle de Saxe.

Or la révolution de 1848 a permis à la Prusse d'obtenir une constitution qui lui est octroyée le 5 décembre 1848. Elle est un compromis autour du libéralisme. Elle reconnaît les droits fondamentaux, l'égalité civile, et instaure un régime semi-parlementaire avec une chambre haute élue au suffrage censitaire et une chambre basse élue à un suffrage qui se veut universel. Certes le roi a le droit de veto, le droit de légiférer par ordonnance. Mais il y a une constitution et même si le régime électoral est modifié en avril 1849 au profit du système des trois classes, ceux qui critiquent vigoureusement la réforme constitutionnelle prussienne oublient qu'elle met en place un régime plus démocratique que celui de la France jusqu'en février 1848 ou celui de l'Angleterre jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Et l'on peut constater dès les élections de janvier 1849 l'alliance de la bourgeoisie libérale et de l'aristocratie contre les milieux populaires.

Et c'est cette Prusse au régime constitutionnel semi-autoritaire qui restaure l'ordre en Allemagne au printemps de 1849, en Saxe, puis dans le grand Duché de Bade. Or c'est autour de cette Prusse que la petite gauche qui siège au Parlement de Francfort, veut construire la nouvelle Allemagne puisqu'elle est la seule à concevoir dès la réunion du Parlement, une Allemagne sans l'Autriche. De surcroît ce Parlement apparaît comme marqué profondément par le désir de promouvoir la Nation allemande. C'est le Parlement qui décide de maintenir dans le Reich, Tyrol du Sud, Bohême, Posnanie et les duchés du Schleswig-Holstein.

Et la mise en place en 1867 de la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, compromis entre l'idéal unitaire et les particularismes, entre le libéralisme (suffrage universel) et la prérogative royale, permet le ralliement de la majeure partie des libéraux reconnaissants à Bismarck d'avoir réalisé l'unité sans révolution sociale et d'une partie des conservateurs. Ils constatent en effet que Bismarck a augmenté la puissance de la Prusse sans la fondre dans un ensemble plus vaste.

Mais les vieux conservateurs, horrifiés par la spoliation des souverains des pays annexés et l'instauration du suffrage universel, comme les catholiques dont le caractère minoritaire n'est plus compensé par le poids de l'Autriche et qui craignent l'essor du libéralisme universitaire scientifique et matérialiste demeurent hostiles au Chancelier.

Et l'Allemagne du Sud ne rejoint pas le *Norddeutscher Bund*. Cela ne se fera qu'en 1871 après la défaite de la France. Le Reich après les victoires de la Prusse sur l'Autriche puis sur la France, devient le premier État du continent, grâce à sa population, sa puissance économique, l'importance et la qualité de son armée. Mais Bismarck n'est pas homme à se laisser griser. L'Allemagne existe, elle doit conforter et conserver ce qu'elle a acquis et rassurer les puissances européennes, tout en isolant la France. Sa pression brutale sur la France en 1875 pour forcer le gouvernement à renoncer à sa nouvelle loi militaire inquiéta l'Europe (la Russie et l'Angleterre très particulièrement). Aussi le Chancelier profita-t-il de la crise balkanique et du risque d'une guerre engagée par la Russie contre l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre pour jouer un rôle d'arbitre que concrétisent le Congrès et le Traité de Berlin (Juin-Juillet 1878). Et quoi que puissent dire certains historiens allemands, le Reich de Bismarck joue en Europe, de 1871 à 1890 un rôle équilibrant. Durant cette période ce que l'on appelle l'impérialisme allemand n'est pas plus fort que les impérialismes britannique, français ou russe.

III - Du nationalisme au national-socialisme

À partir de 1890 se développe une nouvelle vision de la société allemande qui va entraîner une mutation de la pensée et de la politique allemande. Cette vision nouvelle se fonde sur une critique de la nouvelle société industrielle et bureaucratique coupable de ruiner les valeurs traditionnelles et de rompre les liens de solidarité entre les groupes sociaux, dénonçant la faillite de la nouvelle élite bourgeoise où triomphaient le matérialisme, l'égoïsme, la toute-puissance de l'argent, écrivains et artistes, à la recherche de nouvelles normes de pensée et d'action capables de «sauver» la civilisation, exaltèrent les vieilles vertus nationales. Dans ses opéras, Wagner célébra les héros de la mythologie germanique, destinés à régénérer l'humanité. Rejetant la civilisation de masse, Nietzsche définit la conception du «surhomme», guidé par le culte de la force et la volonté de puissance. Ses disciples, Julius Langbehn, Stefan George, réclamèrent la

formation d'une nouvelle élite et lui assignèrent la mission d'arrêter le «déclin» de l'Occident. Dans les milieux universitaires triomphèrent les idées de l'historien Ranke, du géographe Ratzel, du sociologue Max Weber sur les destinées de l'État national, engagé dans une sorte de lutte pour la vie afin de satisfaire ses besoins d'expansion. Maître à penser de la bourgeoisie nationaliste, le professeur Hans Delbrück ne cessa d'affirmer dans les *Preussische Jahrbücher* que l'Empire devait nécessairement s'affirmer comme une puissance mondiale.

Répandue par l'école, l'université, d'innombrables revues et journaux, l'idéologie nationaliste s'exprima avec une force particulière dans diverses ligues et associations chargées de mobiliser l'opinion publique. La plus célèbre fut la Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*) qui défendait des positions extrêmes : rassemblement de tous les Allemands épars dans le monde par la constitution, en Europe, d'un vaste espace économique englobant les pays germaniques (*Mittleuropa*), hors d'Europe, de zones d'influence appuyées sur les colonies d'émigrants ; expansion territoriale en Europe aux dépens des Slaves, hors d'Europe par l'élargissement du domaine colonial ; la puissance du Reich lui donnait les moyens d'imposer la réalisation de ces objectifs présentés comme une nécessité pour assurer l'avenir de la nation allemande et lui permettre de jouer dans le monde le rôle décisif qui lui revenait.

La Première Guerre mondiale va conduire le Reich à la défaite et va donner, par réaction, une nouvelle impulsion au nationalisme allemand, et ce dès la République de Weimar. Le national-socialisme, plus encore que le nationalisme traditionnel est fils des rancœurs nées de la défaite et du Traité de Versailles, de la crise sociale et d'une vision aberrante de la biologie conduisant à un racisme qui va dégénérer en un crime abominable, l'extermination.

Le national-socialisme s'accompagne d'une politique d'expansion territoriale au nom du *Lebensraum*, l'espace vital, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : le retour triomphal de la Sarre qui jusqu'en 1934 vote pour des partis démocratiques est très caractéristique de ce que pensent alors les populations. Sous contrôle international (anglo-italien), 80 % des Sarrois votent en janvier 1935 pour le Reich national-socialiste, à peine moins que les Autrichiens de 1938 ! L'annexion des Sudètes, après Munich, se fonde sur la même procédure et elle est approuvée par les Britanniques et les Français. Ceux-ci, se rendant compte après l'instauration du Protectorat du Reich sur ce qui reste de la Tchécoslovaquie, de la menace que l'Allemagne nazie fait peser sur le continent, accordent leur garantie à la Pologne. L'agression allemande le 1^{er} septembre 1939, favorisée par le Pacte germano-soviétique signé à Moscou huit jours auparavant déclenche la Seconde Guerre mondiale. Elle se termine le 8 mai 1945 en Europe : l'Allemagne devient *Res nullius*. Occupée puis divisée en 2, c'est le temps des *Allemandes*.

IV – Les Allemagnes divisées dans une Europe divisée 1945-1990

Dès sa naissance et sa Loi fondamentale (23 mai 1949), la République fédérale se fixait pour objectif la réunification ; bientôt elle fut amenée à admettre que cet objectif ne se réaliserait qu'à long terme. Le monde occidental s'était convaincu – certains s'en réjouissaient – que la division de l'Allemagne et de l'Europe allait durer : la volonté soviétique de conserver les acquis paraissait immuable. D'autre part, si la partition se fondait sur un découpage des zones d'occupation arbitraire et provisoire, on se laissait prendre à l'idée que, grâce à quarante ans de vie séparée et d'objectifs divergents, la RDA était en train de développer une personnalité propre, qui lui donnerait peu à peu une vie autonome, malgré la présence des forces soviétiques.

Mais, tant que la circulation avait été libre à Berlin, plusieurs millions d'Allemands de l'Est avaient choisi l'unité. Depuis lors, la population de la RDA, sous ce régime de contrainte, n'exprimait guère ses aspirations en termes de réunification, mais plutôt en termes de liberté, et émigrerait chaque soir à l'Ouest par la magie de la télévision.

De 1961 à 1989, l'Allemagne aspire à l'unité. L'Est la veut à son profit et à celui de l'URSS. L'Ouest, lui, est divisé.⁴ Depuis 1949, le SPD demeure au fond fidèle au *Deutschland plan* de Herbert Wehner :

- Création d'une zone neutralisée et dénucléarisée en Europe centrale ;
- Conférence pan-allemande formée par des représentants des deux gouvernements ;
- Conseil parlementaire pan-allemand élu pour moitié par chaque partie de l'Allemagne. (On rappellera que la RDA représente 20 % de la population des deux États allemands).

Ce plan sera développé à plusieurs reprises par Egon Bahr en 1963 à l'Académie évangélique de Tutzing qui préconise la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, la dénucléarisation de l'Allemagne, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, les États du Benelux. Ce plan est renforcé par le «Memorandum» de l'Église évangélique en Allemagne qui préconise une *Ostpolitik* que développera à partir de 1969 le Chancelier W. Brandt.

Ces thèmes seront repris avec force après 1980 lorsque l'aile gauche du SPD derrière Peter Glotz, Erhard Eppler, Oskar Lafontaine entre en force au Bundestag entraînant tout à la fois la chute du chancelier Schmidt et un dialogue constant avec le SED ; le SPD signe en effet avec lui des accords de parti à parti renforçant ainsi le prestige d'un Erich Honecker.

En définitive, les Verts qui réclament – le désarmement unilatéral en RFA, le retrait de toutes les troupes étrangères, la création d'une zone

4. Sur tout ceci voir F.G. DREYFUS, *Les Allemands entre l'Est et l'Ouest*, Paris, Albatros, 1990.

dénucléarisée en Europe – et le SPD ne voit la réunification que dans le cadre d'une sortie de la RFA de l'OTAN et par la voie d'une confédération pan-allemande dans une Europe dénucléarisée.

Au contraire, la CDU, elle, ne voit de réunification possible que dans le cadre communautaire et atlantique. Et c'est cela qui explique l'échec de la gauche marxiste ou marxisée du SPD et du PDS lors des élections de mars 1990 après l'ouverture du Mur. La désintégration de la RDA a commencé lorsque certains voisins orientaux de la RDA s'ouvrant aux réformes, ouvraient leurs frontières vers l'Occident. Les jeunes Allemands de l'Est de l'actuelle génération firent comme leurs aînés, via Budapest, Varsovie ou Prague, montrant à nouveau combien le régime est-allemand demeurait fragile, malgré le Mur, parce qu'il n'avait pas donné à ses citoyens les moyens d'une vie plus facile et avait ainsi confirmé la méfiance de ses ressortissants. Ce nouvel exode démontra l'absurdité d'un système qui, pour survivre, était contraint de se barricader de tous côtés et même de fermer sa frontière avec la Tchécoslovaquie. Quant aux habitants qui restaient en RDA, ils manifestèrent massivement en faveur des réformes et de la liberté. Lorsqu'il fut devenu évident que le régime ne pouvait plus compter sur la force soviétique, Honecker puis son successeur Egon Krenz durent se retirer. Sous la pression du peuple descendu dans la rue pour réclamer l'instauration des droits de l'homme, le désir de liberté explosa. La démocratie pluraliste fut instaurée. Le mur de Berlin tomba, le 9 novembre 1989; première véritable révolution en terre allemande, à la fois pacifique et réussie, faisant mentir Bismarck car elle ne vint pas d'«en haut» mais du peuple. «Nous sommes le peuple», disaient les pancartes des grands rassemblements de Leipzig et d'ailleurs et très vite ils dirent «Nous sommes *un* peuple».

V - L'Allemagne unifiée et l'Europe

Cette révolution de la liberté allait engendrer l'unité. On s'imaginait, en particulier chez les intellectuels de gauche dans les milieux protestants en RDA comme en RFA mais aussi hors d'Allemagne, que l'identité est-allemande empêcherait l'unification ou la retarderait. Or cette identité ne pesait guère face à la vague de fond qui poussait les Allemands de l'Est vers la République fédérale. On comptait sur l'État est-allemand. Mais celui-ci, privé du soutien soviétique (sa seule «légitimité»), se fissurait comme le Mur! On pensa que le contexte international et la nécessité d'insérer ce processus dans celui de l'intégration européenne pourraient canaliser, retarder le mouvement, mais la crise interne de l'URSS empêchait toute réaction. On fixa des élections; il fallut les avancer, car dans cette situation équivoque les habitants de l'Est continuaient de fuir à l'Ouest, trois fois plus qu'en 1961, craignant un retour en arrière. Les résultats des élections du 18 mars furent éloquents: le peuple voulait l'unité et rejetait le socialisme sous quelque forme que ce soit, y compris le socialisme démocratique révisé proposé par un certain nombre de protestants. La «nouvelle couche moyenne

salariée» qui représente près de 40 % de la population de la RDA refusait les analyses néo-marxistes de Bahro dans *Die Alternative* préconisant «une vraie société socialiste autogestionnaire» des intellectuels et des pasteurs de gauche. Les élections du 18 mars en donnant la majorité absolue à l'alliance CDU-DSU-FDP le montrait.

Dès lors, l'Unité était en marche; l'unité économique sera réalisée le 2 juillet 1990 et l'unité politique, un fait accompli le 3 octobre suivant. Mais cette Allemagne nouvelle va avoir à régler plusieurs problèmes, celui de ses rapports avec l'URSS, celui de ses rapports avec la Communauté.

Le risque de dérive à l'Est, avec une Europe neutralisée est écartée mais le traité de bon voisinage signé le 9 novembre contient une clause de non-agression et, surtout de non-assistance à un agresseur potentiel de l'une ou l'autre partie, que l'on ne retrouve pas dans le traité du même type signé ce mois-ci entre Moscou et Paris et qui poserait problème si d'aventure l'URSS agressait la Pologne ou pis encore la Norvège, membre de l'OTAN et alliée de l'Allemagne!

La coopération économique a occupé une bonne part des entretiens de Bonn. Il n'y a pas eu de précisions nouvelles sur la manière dont l'URSS et l'Allemagne entendaient s'y prendre concrètement. On sait que de nombreuses commissions travaillent notamment pour trouver des solutions aux problèmes posés par la transformation de l'économie de l'ex-RDA, qui était le principal partenaire commercial de l'URSS.

Des discussions ont toujours lieu en Allemagne sur la meilleure manière de favoriser les projets de coopération entre entreprises des deux pays. Le chancelier Kohl a indiqué qu'un conseil d'experts serait nommé pour suivre ces questions. Il a insisté sur l'importance des engagements pris au niveau multilatéral pour aider les pays de l'Est et a renvoyé aux préparatifs du prochain sommet européen de Rome pour prendre la mesure de l'effort que la CEE est prête à consentir.

Si le risque de dérive à l'Est semble écarté, demeure le risque d'une Europe allemande. L'Allemagne fédérale a su, avec ténacité et courage, reconstituer une économie puissante qui est vraisemblablement aujourd'hui, la 3^{ème} du monde après les États-Unis et le Japon, devant l'URSS et la France. Sa politique de reconstruction industrielle, favorisée il est vrai par l'héritage de l'œuvre de Speer, son système économique, fondé sur les principes démocratiques de l'économie sociale de marché, ont fait de la RFA une puissance économique de premier ordre dont la monnaie assure la solidité avec, il est vrai aussi, le poids de multinationales qui dans trois domaines au moins sont au tout premier rang mondial: l'électro-technique (Siemens), la Chimie (BASF, Bayer, Hoechst) la construction automobile (Daimler Benz, Volkswagen).⁵

5. Au palmarès des 100 premières entreprises mondiales, les entreprises allemandes se classent ainsi: 13^{ème} Daimler-Benz - 21^{ème} Volkswagen - 22^{ème} Siemens - 33^{ème} BASF - 35^{ème} Hoechst - 39^{ème} Bayer.

De surcroît, depuis près de vingt-cinq ans, l'*Ostpolitik*, si ses résultats proprement politiques ont été hautement discutés et discutables, a entraîné une forte présence de l'économie allemande en Europe de l'Est, en particulier dans les régions danubiennes (Hongrie en tout premier lieu mais aussi Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie et Bulgarie dans une moindre mesure). Par son action patiente renouant avec toute une série de traditions, la RFA s'est peu à peu assuré une position commerciale dominante dans cette région. Il est vrai que la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis lui ont laissé le champ libre, se désintéressant à tous égards de ces régions.

Dans ces conditions, l'Allemagne unie risque de peser lourdement sur la politique de la CEE et, disent certains, de la contrôler. On oublie, quand on porte ce genre de jugement, un certain nombre d'éléments. L'Allemagne unie pèse en 1990 infiniment moins lourd que l'Allemagne de 1937 en face de la France et de la Grande-Bretagne.

PIB en milliards de dollars 1975	Allemagne	France	Grande-Bretagne
1937	70	39	45
1990	700	550	490

(d'après les calculs de P. Bairoch)

Et l'Europe des XII ce n'est pas seulement la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne. Le PIB de la Communauté sera en 1990 de l'ordre de 5 000 milliards de \$, à peine inférieur à celui des États-Unis (5 200), très supérieur à celui du Japon (2 900), et l'État allemand unifié ne pèsera que 1 300 milliards, à peine le quart. Après tout en 1834 la Prusse pèse *grosso modo* les 2/3 du PIB du Zollverein... et il faudra attendre 1870 pour que l'unité allemande se fasse à son profit! Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que si l'Allemagne unie a un PIB de 1 200 milliards de \$, la France est à 950 milliards, la Grande-Bretagne à 830 et l'Italie à 800. Il y a quasiment équilibre.

Le second élément que l'on néglige est le coût de la remise à flot de la RDA. La Bundesbank varie ses évaluations entre 250 et 500 milliards de DM, Monsieur O. Lafontaine parle de 5 à 600 milliards... Le paiement des seules retraites aux vieux de la RDA coûtera environ 2 milliards par mois, la reconstruction des réseaux de communication (voies ferrées, télécommunications, routes) environ 150 à 200 milliards et la restructuration de l'industrie environ autant. À terme tout cela renforcera indubitablement le nouvel État allemand. Mais pendant quatre à six ans, cela va coûter très cher et freiner sensiblement d'autres investissements en Allemagne ou à l'étranger, en particulier sans doute le développement des technologies de pointe et risque, à moins d'efforts considérables, de limiter l'essor allemand.

À cela s'ajoute l'élément démographique. Si l'on en croit l'OCDE, les mouvements de population devraient se présenter ainsi :

en milliers d'habitants	France	RFA	RDA	Allemagne
1990	56 500	61 100	16 900	78 000
2000 (estimation)	61 000	55 000	15 500	70 500
2030 (estimation)	62 000	43 000	14 000	57 000

De surcroît la crise du Moyen-Orient vient de souligner une des graves difficultés de l'économie allemande : sa dépendance à l'égard du pétrole... Le refus de développement du nucléaire, dû à l'impact des Verts, a pour conséquence que chaque choc pétrolier est particulièrement ressenti par l'Allemagne. Alors que l'économie française est de moins en moins dépendante du pétrole (il ne représente aujourd'hui que 46 % de notre consommation d'énergie) ce n'est pas le cas de la RFA et le caractère obsolète des centrales nucléaires de la RDA rend le monde allemand très dépendant du pétrole même si l'on a cherché très fermement à économiser l'énergie.

Enfin cette même crise souligne le retrait diplomatique de l'Allemagne ; on pourrait presque parler d'effacement. Même si le conflit Est-Ouest est en train de diminuer d'intensité (mais non point de disparaître, comme le disent certains) les risques de conflit dans le monde qui intéressent l'Europe comme les États-Unis, le Japon ou l'URSS, obligent les ensembles politiques qui veulent continuer à jouer un rôle à maintenir une politique militaire. Or, si la Bundeswehr était (et demeure pour l'instant) parfaitement apte à défendre le sol allemand et le sol européen, il est visible qu'elle est incapable d'actions à l'extérieur. Cela a pour conséquence que l'Allemagne demeure le nain politico-militaire de l'Occident. Il est significatif que dans l'actuelle crise du Moyen-Orient ce soit la France et le Royaume-Uni qui mènent le jeu en Europe, en particulier à l'UEO. L'Allemagne n'est ici qu'un «brillant second» très puissant économiquement certes, mais incapable d'agir diplomatiquement d'autant qu'il semble difficile qu'elle tente une action avec l'URSS contre l'Europe ou les États-Unis.

De toute manière l'Allemagne unie renforce l'Europe occidentale, facilitant l'intégration future à la Communauté de l'Europe orientale (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie), rejetant sur le Bous la frontière européenne.

L'Allemagne renforce l'Europe et elle a aussi besoin de l'Europe et de la Communauté, mais pas à n'importe quel prix. Pour l'instant, malgré les charges que représente l'intégration des nouveaux Länder, si l'Allemagne semble très attachée à la Communauté, on peut se demander si cela persistera.

Si le chancelier Kohl et ses amis tiennent fort à la progression de l'unification européenne et, malgré les maladresses françaises de l'hiver 89/90, au maintien et au renforcement du couple franco-allemand, il n'est pas absolument certain que ce point de vue soit partagé par l'opinion allemande dans son ensemble et, en particulier, par certains milieux d'affaires.

Les uns comme les autres n'ignorent pas que la Communauté coûte cher à la RFA et que les avantages escomptés (augmentation du PIB de 4,5 % par an, création de nouveaux emplois – 2 millions selon le rapport Cecchini – espace économique de 322 millions de consommateurs) sont contrebalancés par les difficultés que pourraient rencontrer les PME, les risques de modification de la protection sociale et surtout de transformation de l'Europe en forteresse économique. Or, la RFA défend avec intransigeance les principes du libéralisme en ce qui concerne le commerce extérieur. Elle est le seul pays de la CEE, doté d'une industrie automobile importante, à avoir toujours refusé les mesures discriminatoires contre les importations japonaises, ce qui lui réussit, dit-elle, puisque l'industrie automobile allemande est la seule à s'être imposée sur le marché japonais (7 % des immatriculations).

La montée du protectionnisme a de tout temps été la hantise des fervents du libéralisme. Dans le cas présent, ce que la RFA redoute le plus, c'est que les craintes, en particulier américaines, d'un euro-protectionnisme n'amènent les États-Unis à prendre des mesures de rétorsion dirigées globalement contre la CEE, mais dont elle, la RFA, subirait la première les conséquences : ses exportations à destination des États-Unis représentent plus de 10 % de ses exportations globales.

Pour les Allemands, la Communauté n'a de sens que si elle entraîne une ouverture encore plus grande vers les marchés extérieurs. Quelque européenne qu'elle soit, la RFA, pour sa part, n'est prête à s'engager plus avant dans des politiques communautaires en matière monétaire, économique et technologique qu'à la condition que les intérêts libre-échangistes de son économie et la stratégie mondialiste de ses entreprises ne soient pas compromis. Si elle a accepté à son corps défendant le programme ESPRIT, c'est pour ne pas compromettre, par une politique de blocage de sa part, la réalisation du marché unique, estimant ainsi que l'objectif valait bien cette concession à l'Europe technologique. Pour ce qui est de l'Europe monétaire, celle-ci reste subordonnée plus que jamais à la condition préalable d'une convergence entre les politiques économiques des pays partenaires, autrement dit, à l'acceptation par tous du primat de la stabilité monétaire.

Et, aujourd'hui, la charge de l'ex-RDA, dont il va falloir assurer la reconstruction et la renaissance, les possibilités de développement que laisse envisager la reconstruction de l'Europe de l'Est, tout cela peut contribuer

dans certains milieux politiques de gauche comme de droite, aussi bien que dans certains milieux d'affaires, à poser des questions sur l'intérêt que présente la Communauté. Il est évident que ces diverses perspectives doivent être prises en compte quand on envisage l'Allemagne de demain.

* C'est à dessein que nous avons limité les références. Nous renvoyons à nos deux livres, *Les Allemands entre l'Est et l'Ouest*, Albatros, 1987, et *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*, PUF - 1991; ainsi qu'à Renata FRITSCH BOURNAZEL, *L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, Bruxelles, Complexe, 1987 et Anne-Marie LE GLOANNEC, *La nation orpheline*, Pluriel, 1990.